

# L'enquête publique et l'agencement des procédures

Seront présentés ci-après deux parties :

- la première relative à la complétude du dossier d'enquête publique,
- la seconde relative à la note de présentation du 2° de l'article R.123-8 du code de l'environnement

## Partie 1 : Complétude du dossier d'enquête publique (R. 123-8 du code de l'environnement)

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.

***Le projet de complément au rapport de présentation exposant les motifs des changements apportés, et les différents avis joints au dossier constituent les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet.***

Le dossier comprend au moins :

1° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact et son résumé non technique, le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique, et, le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité environnementale mentionnée au IV de l'article L. 122-1 ou à l'article L. 122-4 du code de l'environnement, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale mentionné au III de l'article L. 122-1, au III de l'article L. 122-1-1 et à l'article L. 122-7, ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme ;

***La procédure étant soumise à évaluation environnementale, le rapport sur les incidences environnementales ainsi qu'un résumé non technique sont intégrés dans le dossier d'enquête publique.***

2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité environnementale ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L. 181-8 et son résumé non technique, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;

***La procédure étant soumise à évaluation environnementale cette rubrique est sans objet pour le présent dossier. Une note de présentation évoquant les informations énumérées ci-dessus figurent cependant en partie 2 du présent document.***

3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

**Les références législatives et réglementaires qui régissent cette enquête sont les suivantes :**

- **Code de l'urbanisme, notamment les articles L. 300-6, L. 153-54 et suivants et R. 153-16**
- **Code de l'environnement, notamment le chapitre III du titre II du livre Ier**

**Le schéma ci-après récapitule la façon dont l'enquête s'insère dans la procédure administrative.**

- **12 décembre 2022 → Délibération du Conseil de Communauté de l'Agglomération du Choletais (devenue Cholet Agglomération) engageant la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Vihiers,**
- **20 mars 2023 → Délibération du Conseil de Communauté de l'Agglomération du Choletais (devenue Cholet Agglomération) définissant les modalités de la concertation,**
- **3 avril 2023 → Début de la concertation,**
- **2 juin 2023 → Saisine pour consultation de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe),**
- **13 juin 2023 → Avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO),**
- **28 juin 2023 → Avis du Centre National de la Propriété Forestière (CNPf),**
- **4 juillet 2023 → Avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF),**
- **5 septembre 2023 → Parution sur le site internet de la MRAe de la mention d'absence d'observation sur le dossier, faute d'avoir pu traiter le dossier dans le délai réglementaire échu le 4 septembre 2023,**
- **8 septembre 2023 → Avis de l'Agence Régionale de Santé (ARS),**
- **11 septembre 2023 → Avis de la Chambre d'Agriculture,**
- **12 septembre 2023 → Avis de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat,**
- **14 septembre 2023 → Examen conjoint du dossier avec les Personnes Publiques Associées (PPA),**
- **14 septembre 2023 → Clôture de la concertation,**
- **14 septembre 2023 → Avis de la Direction Départementale des Territoires (DDT), postérieurement à l'examen conjoint avec les PPA,**
- **25 septembre 2023 → Avis du Département,**
- **16 octobre 2023 → Délibération du Conseil de Communauté de Cholet Agglomération arrêtant le bilan de la concertation,**
- **17 octobre 2023 → Arrêté d'ouverture d'enquête publique,**
- **2 novembre au 4 décembre 2023 → Enquête publique,**
- **4 janvier 2024 → Délai maximal de remise du rapport du commissaire enquêteur,**
- **Après la remise du rapport du commissaire enquêteur → délibération du Conseil de Communauté de Cholet Agglomération déclarant d'intérêt général et mettant en compatibilité le PLU de Vihiers en conséquence.**

**Les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête sont donc les suivantes :**

<b>Autorité compétente</b>	<b>Décision attendue</b>
<b>Conseil de communauté de Cholet Agglomération</b>	<b>Délibération déclarant le projet d'intérêt général et mettant en compatibilité le PLU de Vihiers.</b>

4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme ;

***Le procès-verbal d'examen conjoint des personnes publiques associées, portant sur le dossier de mise en compatibilité est joint au dossier. Seuls la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) et le maire de Lys-Haut-Layon étaient présents à cette réunion.***

***Le Département, l'Agence Régionale de Santé, et la Chambre d'Agriculture ont rendu un avis. Ceux-ci sont joints au dossier. La Direction Départementale des Territoires n'a pu être présente et a rendu un avis écrit, postérieurement à l'examen conjoint ; ce dernier est également présent dans le dossier. Le courrier du Département daté du 25 septembre 2023, formalisant son avis adressé par mail en date du 11 septembre 2023, a également été intégré au dossier.***

***La MRAe, saisie d'une demande d'avis sur le rapport des incidences environnementales du plan, ne s'est pas prononcée dans le délai réglementaire. Une mention d'absence d'avis a ainsi été publiée sur son site internet, valant absence d'observation sur le dossier.***

5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15 du code de l'environnement, de la concertation préalable définie à l'article L. 121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article L. 121-16-2. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;

***Une concertation a été organisée, au titre des articles L.103-1 à L.103-6 du code de l'urbanisme. Cette concertation est rendue obligatoire par les dispositions législatives. Le bilan arrêté à cette occasion est joint au dossier d'enquête publique, parmi les actes administratifs de la procédure.***

6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance.

***Le dossier doit faire l'objet d'un porter à connaissance auprès des services de la DREAL, pour une modification de l'autorisation environnementale régissant l'exploitation de la carrière. L'autorisation environnementale devra en effet intégrer de nouvelles rubriques au titre de la législation ICPE.***

***Lorsque le PLU sera mis en compatibilité, le maître d'ouvrage (Entreprise BOUCHET VOIRIE ENVIRONNEMENT) devra déposer une demande de permis de construire.***

## **Partie 2 : Note de présentation du 2° de l'article R. 123-8 du code de l'environnement**

**Coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme :**

Cholet Agglomération est la personne publique responsable de mener la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Vihiers :

- Adresse : Hôtel de Ville et d'Agglomération de Cholet Agglomération – Rue Saint-Bonaventure – BP 62 111 – 49 321 CHOLET Cedex
- Téléphone : 02 72 77 23 18
- Mail : [amenagement-adc@choletagglomeration.fr](mailto:amenagement-adc@choletagglomeration.fr)

L'entreprise BOUCHET VOIRIE ENVIRONNEMENT est le maître d'ouvrage de l'opération que Cholet Agglomération déclare d'intérêt général :

- Adresse : Entreprise BOUCHET VOIRIE ENVIRONNEMENT – ZA Charte Bouchère, 49 360 YZERNAY
- Téléphone : 02 41 55 01 61
- Mail : [contact@bouchetve.fr](mailto:contact@bouchetve.fr)

**Objet de l'enquête :**

L'enquête publique porte à la fois sur l'intérêt général du projet d'extension de l'entreprise BOUCHET VOIRIE ENVIRONNEMENT et sur la mise en compatibilité du PLU de Vihiers qui en est la conséquence.

**Caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu :**

Le projet de l'entreprise BOUCHET VOIRIE ENVIRONNEMENT consiste à implanter sur le site de sa carrière à Saint-Hilaire-du-Bois une centrale d'enrobage à chaud ainsi qu'un bâtiment de stockage destiné à accueillir la matière transformée.

Pour permettre la réalisation du projet, plusieurs pièces du PLU doivent être modifiées :

- le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), pour permettre l'implantation d'activités connexes à l'activité de carrière en milieu rural,
- le règlement écrit et graphique pour la création d'un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL), au sein de la carrière et lui affecter des règles spécifiques.

L'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) a été prescrite par délibération en date du 18 septembre 2017 pour le territoire de Cholet Agglomération. Ce dernier ne devant cependant être approuvé qu'en 2025, une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU est requise. L'article L. 153-54 du code de l'urbanisme prévoit que la mise en compatibilité du PLU avec une opération d'intérêt général ne peut intervenir qu'après enquête publique.

L'approche "Éviter, Réduire, Compenser" a guidé la collectivité dans la localisation et la conception de cette opération afin de limiter ses incidences sur l'environnement. La notice et le rapport sur les incidences environnementales développent en détail la mise en œuvre de cette approche.